



## Les grands titres:

- ENTRETIEN : l'ONU appelle à maintenir un engagement fort pour éradiquer le choléra en Haïti
- Le Quatuor pour le Moyen-Orient publie ses recommandations pour faire avancer la paix entre Israël et la Palestine
- L'UNICEF appelle à augmenter de toute urgence l'aide aux enfants dans le nord-est du Nigeria
- Ban Ki-moon salue la création d'un poste d'expert indépendant pour les LGBT
- Ban Ki-moon salue l'adoption d'une résolution sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale
- Iraq : malgré le mois de Ramadan, le nombre de victimes civiles augmente en juin dans le pays
- Deux agences de l'ONU s'associent pour protéger le patrimoine culturel grâce aux technologies géo-spatiales
- Grèce : 15.500 demandeurs d'asile préenregistrés dans le cadre d'une initiative soutenue par le HCR

## **ENTRETIEN : l'ONU appelle à maintenir un engagement fort pour éradiquer le choléra en Haïti**



Campagne de vaccination contre le choléra à Arcahaie, en Haïti. Photo : ONU / MINUSTAH / Logan Abassi

**1 juillet** - Malgré une réduction de 90% du nombre de cas de choléra depuis 2011 en Haïti, le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le pays, Marc Vincent, a averti vendredi que seuls un engagement fort de la communauté internationale et des ressources supplémentaires permettront de venir à bout de l'épidémie.

« Les enfants sont très vulnérables en Haïti, non seulement au choléra, mais aussi à toutes les maladies hydriques », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en Haïti dans un entretien avec la Radio des Nations Unies, précisant que les maladies hydriques sont la deuxième cause de mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans en Haïti.

Depuis le début de l'épidémie de choléra dans le pays, fin 2010, plus de 750 enfants sont morts du choléra en Haïti et l'UNICEF estime que plus de 100.000 cas suspects concernaient des enfants de moins de cinq ans.

« La principale préoccupation de l'UNICEF dans le pays a été de réduire ce nombre de décès car le choléra fait partie des maladies évitables », a précisé M. Vincent.

### *Un fort impact de l'épidémie chez les enfants*

« Quand une famille est touchée par le choléra, l'absence d'un parent, d'une mère, d'un père, entrave la capacité de la famille à survivre et à travailler », a indiqué le Représentant de l'UNICEF, ajoutant que l'impact psychosocial pour l'enfant lié à la perte d'un parent est également « irrévocable ».

M. Vincent a par ailleurs signalé les conséquences significatives de l'épidémie sur



la scolarité. « Si vous additionnez l'ensemble des enfants victimes du choléra, ils ont perdu à peu près 30.000 jours d'école », a-t-il dit.

Il a également mentionné les difficultés particulières auxquelles font face les enfants qui se trouvent dans des zones rurales reculées, qui bénéficient d'un accès plus limité au système de santé et aux soins médicaux, par rapport aux zones urbaines.

« C'est un impact énorme sur les enfants ; nous avons fait beaucoup de progrès mais il nous reste encore beaucoup de travail à faire », a dit le Représentant de l'UNICEF.

#### *L'appui de l'ONU à la 'réponse rapide' du gouvernement haïtien*

M. Vincent a précisé que l'UNICEF travaille avec ses partenaires, y compris l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), pour augmenter la capacité du système de santé haïtien à long terme, mais aussi pour améliorer l'accès immédiat aux soins de santé, notamment dans les zones rurales.

S'agissant de l'aspect immédiat, l'UNICEF et l'ONU participent activement à la stratégie d'urgence développée pour contrôler les foyers de maladie. « C'est une stratégie dite de 'réponse rapide', que nous avons élaborée avec les partenaires du Ministère de la santé haïtien, mais aussi avec l'institution publique en charge de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement à Haïti », a précisé le Représentant de l'UNICEF.

La réponse rapide est un mécanisme composé de 50 équipes, a précisé M. Vincent. « Dès qu'un cas de choléra suspect est rapporté, ces équipes sont mobilisées pour se rendre dans les communautés concernées et établissent un cordon sanitaire avec les familles affectées, mais aussi avec le voisinage » afin d'endiguer le foyer, a-t-il expliqué.

Ces équipes sensibilisent et aident les victimes du choléra en leur fournissant des livraisons de sérums, de thérapies de réhydratation orale et de services d'assainissement, a poursuivi M. Vincent.

Selon lui, cette réponse rapide a permis d'obtenir une forte réduction du nombre de cas de choléra. En 2011, au temps fort de l'épidémie, a-t-il précisé, il y avait environ 350.000 cas suspects de choléra. « L'an dernier, en 2015, nous avons un peu moins de 36.000 », a-t-il dit, soit une réduction de 90%.

#### *L'engagement de l'ONU pour la réponse sur le long terme*

« La réponse immédiate est un mécanisme efficace de contrôle des flambées, mais il faut également travailler pour le long terme », a déclaré le Représentant de l'UNICEF.

Il a rappelé que l'ONU avait contribué à lancer en 2014, avec le soutien du Secrétaire général Ban Ki-moon et des autorités haïtiennes, une campagne intitulée 'campagne nationale d'assainissement'.

Cette campagne avait pour but d'augmenter l'accès à l'eau potable dans 16 communes touchées par le choléra et de réduire la pratique de la défécation en plein air, qui est une des principales causes de transmission du choléra.

« Depuis le début de cette campagne, plus 20.000 personnes vivent désormais dans des zones où la défécation en plein air a été éradiquée », a salué M. Vincent. « C'est une réalisation dont nous sommes fiers, mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour s'assurer que les zones rurales et les zones urbaines les plus



pauvres aient accès à un système d'assainissement et changent leur comportement pour éviter la défécation en plein air », a-t-il ajouté.

### *Des besoins de financement toujours importants pour éradiquer l'épidémie*

« Du point de vue financier, la réponse rapide est dans une situation assez difficile », a déclaré le Représentant de l'UNICEF.

Jusqu'ici la réponse rapide était financée par les partenaires humanitaires. Or, a-t-il dit, à mesure que le financement humanitaire diminue dans le pays, la réponse rapide risque de devoir diminuer ses effectifs.

« En l'absence de ses équipes, nous sommes vraiment inquiets de voir un retour aux mêmes chiffres de cas suspects que nous avons constaté au début de l'épidémie », a averti M. Vincent, appelant la communauté internationale à financer les 2 millions de dollars nécessaires pour maintenir la réponse rapide d'ici la fin de l'année.

« Il convient aussi de passer d'une réponse rapide à un financement à plus long terme, plus stable et pérennisé », a-t-il ajouté.

Le Représentant de l'UNICEF a déclaré avoir besoin « de davantage de fonds pour s'assurer que toutes les communautés touchées par le choléra aient accès à l'eau potable, mettent un terme à la défécation en plein air et aient accès à l'assainissement ». Il a ainsi estimé que 24 millions de dollars supplémentaire étaient nécessaires pour continuer ce travail sur le long terme.

« Malgré les grands progrès réalisés, il est important que la communauté internationale continue d'investir des ressources pour éliminer le choléra en Haïti », a dit M. Vincent. « C'est possible, mais nous avons besoin d'un engagement fort du gouvernement et de la communauté internationale ».

## **Le Quatuor pour le Moyen-Orient publie ses recommandations pour faire avancer la paix entre Israël et la Palestine**



Vue de haut de la salle de réunion des représentants du Quatuor pour le Moyen-Orient (l'ONU, les États-Unis, la Fédération de Russie et l'Union européenne). Photo : ONU / Eskinder Debebe (archive)

**1 juillet** - Le Quatuor pour le Moyen-Orient a publié vendredi un rapport d'analyse sur les principaux obstacles à la résolution du conflit israélo-palestinien qui présente des propositions pour faire aboutir le processus de paix.

Dans ce document, le Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des Nations Unies, de la Russie, des États-Unis et de l'Union européenne, exhorte notamment Israël à mettre un terme aux colonies de peuplement. Il appelle également la Palestine à mettre un terme aux incitations à la violence.

Le Quatuor appelle en outre les deux parties à manifester dans les faits un véritable engagement envers la solution à deux États et à s'abstenir de toute mesure unilatérale susceptible de porter préjudice à l'issue des négociations finales.

Le rapport met aussi en exergue les principales menaces à la paix, à savoir la poursuite de la violence, les attaques terroristes qui ciblent des civils ainsi que l'incitation à la violence, la construction et l'élargissement des colonies de peuplement et le manque de contrôle de l'Autorité palestinienne sur la bande de Gaza.

Dans une déclaration publiée à l'occasion de la sortie de ce rapport, les membres du Quatuor ont invité les gouvernements israélien et palestinien à interagir avec eux pour mettre en œuvre ces recommandations et créer les conditions sur le terrain

susceptibles d'aboutir à la reprise des négociations concernant toutes les questions liées au statut final.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué dans un communiqué de presse publié par son porte-parole que le rapport du Quatuor souligne la nécessité de lancer des mesures positives pour inverser les tendances négatives sur le terrain. M. Ban a notamment averti que « ces tendances risquent d'ancrer une réalité mono-étatique d'occupation et de conflit perpétuel, incompatible avec les aspirations nationales des deux peuples ».

Le Secrétaire général a vivement engagé les parties à interagir avec le Quatuor pour mettre en œuvre ses conclusions afin de « rétablir l'espoir parmi les Palestiniens et les Israéliens dans une solution politique » au conflit et de « créer des conditions propices à la reprises de négociations significatives ».

La veille, jeudi 30 juin 2016, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, avait appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à soutenir la mise en œuvre des recommandations formulées par le Quatuor pour éliminer les obstacles à la mise en œuvre d'une solution à deux Etats.

## L'UNICEF appelle à augmenter de toute urgence l'aide aux enfants dans le nord-est du Nigeria



Des enfants dans l'un des 14 camps officiels pour personnes déplacées à Maiduguri, dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria. Photo : OCHA / Jaspreet Kindra

**1 juillet** - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a averti vendredi que des dizaines de milliers d'enfants risquent de mourir de malnutrition cette année dans les régions du nord-est du Nigeria récemment reprises par les autorités à Boko Haram, à moins qu'un traitement ne leur soit rapidement administré.

« Nous estimons qu'environ un quart de million d'enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère dans l'État de Borno cette année », a déclaré la Représentante de l'UNICEF au Nigéria, Jean Gough.

« À moins que nous ne leur administrions un traitement, un enfant sur cinq va mourir. Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise », a ajouté Mme Gough.

Plus tôt cette semaine, le gouvernement nigérian a annoncé que le conflit dans le nord-est du pays avait déplacé 2,4 millions de personnes et contribué à créer une situation urgente d'insécurité alimentaire et de malnutrition, alors que près d'un demi-million de personnes ont besoin d'une aide alimentaire immédiate.

« Les entraves à la production alimentaire liées à la violence, l'augmentation des prix des produits de base, sans compter le fait que la période actuelle coïncide avec les premiers mois de la période de soudure, il est à craindre que le nombre de personnes ayant besoin d'assistance n'augmente encore », a ajouté la Représentante de l'UNICEF.

Elle a précisé que l'amélioration récente des conditions de sécurité dans la région a permis aux acteurs humanitaires d'accéder à des zones auparavant inaccessibles lorsqu'elles étaient sous le contrôle du groupe terroriste Boko Haram.

« Les conditions dont nous sommes les témoins sur le terrain sont dévastatrices », a quant à lui déclaré le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le Nigeria, Munir Safiaddin.

« Alors que le gouvernement et les organisations humanitaires ont intensifié l'aide

d'urgence, la situation dans ces domaines exige une réponse beaucoup plus rapide et plus large », a-t-il ajouté.

Afin d'augmenter la capacité de réponse de l'ONU dans la zone, le 27 juin dernier, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a annoncé avoir débloqué 13 millions de dollars tirés du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) pour venir en aide à 250.000 personnes dans les régions du nord-est du Nigeria.

## Ban Ki-moon salue la création d'un poste d'expert indépendant pour les LGBT



Marche de la fierté de personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) en Moldavie. Photo : HCDH/Joseph Smida

**1 juillet** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué vendredi la création par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'un poste d'expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination à l'encontre des lesbiennes, gays, bissexuels et transgenres (LGBT).

Après avoir débattu de la question pendant près de quatre heures jeudi à Genève, en Suisse, les membres du Conseil des droits de l'homme ont adopté une résolution créant ce nouveau poste d'expert indépendant à 23 voix pour, 18 contre et six abstentions.

Lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York, le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, a déclaré que M. Ban se félicitait de cette initiative.

« Je peux vous dire que le Secrétaire général estime que le Conseil des droits de l'homme a franchi une étape importante dans le bon sens quand il a décidé de nommer un expert indépendant des Nations Unies pour surveiller et faire des rapports sur les niveaux de violence et de discrimination contre les personnes LGBT à l'échelle mondiale », a déclaré M. Dujarric .

« Il est évident que beaucoup doit encore être fait pour protéger les personnes contre la violence, lutter contre la discrimination au travail, mettre fin à l'intimidation dans les écoles et garantir l'accès aux soins de santé, au logement et aux services essentiels », a-t-il ajouté.

Dans ces conditions, le Secrétaire général s'est félicité de l'institutionnalisation au Conseil des droits de l'homme de ces questions, qui feront ainsi l'objet de rapports réguliers.

Le nouvel expert indépendant, qui sera nommé en septembre prochain pour une durée initiale de 3 ans, effectuera des visites de pays, ira à la rencontre des gouvernements et soutiendra les défenseurs des droits de l'homme LGBT. Le nouvel expert effectuera des travaux sur les questions relatives aux lesbiennes, gays, bissexuels et transgenres, mais pas aux personnes intersexuées.

## Ban Ki-moon salue l'adoption d'une résolution sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale



Le Secrétaire général Ban Ki-moon, Photo ONU/Mark Garten

**1 juillet** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué vendredi la décision de l'Assemblée générale de l'Organisation d'adopter par consensus une résolution sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, à l'occasion du dixième anniversaire de cette dernière.

« L'adoption par consensus de cette résolution symbolise une forte volonté de la part de la communauté internationale d'agir de concert et sans délai pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent », a déclaré M. Ban dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole.

Il a ajouté que le terrorisme et l'extrémisme violent constituent une menace majeure pour la paix et la sécurité internationale, ainsi que pour le développement durable, les droits de l'homme et l'action humanitaire aux niveaux mondial, régional et national.

« Agir de façon unie contre le terrorisme et prévenir l'apparition de l'extrémisme violent, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international des droits de l'homme, est crucial pour garantir la paix et la prospérité en faveur des générations futures », a déclaré le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général s'est félicité également du fait que l'Assemblée générale ait « accueilli favorablement son initiative de présenter un Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent ». Il a aussi salué la recommandation faite par l'Assemblée aux États membres « d'envisager la mise en œuvre des recommandations pertinentes contenues dans ce Plan d'action ».

Le Secrétaire général a par ailleurs encouragé les États membres à adopter des plans d'action nationaux et régionaux pour la prévention de l'extrémisme violent et à mettre en œuvre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies « d'une manière équilibrée et globale ».

M. Ban a réaffirmé que le système des Nations Unies est prêt à fournir « un appui solide et coordonné » aux États membres dans leur mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU et de la résolution par consensus de l'Assemblée générale.

## Iraq : malgré le mois de Ramadan, le nombre de victimes civiles augmente en juin dans le pays



En Iraq, un membre de l'UNICEF parle à des enfants dans un camp pour personnes déplacées ayant fui le conflit à Falloujah, dans la province d'Al-Anbar. Photo : UNICEF / Overtoun Mgemezulu

**1 juillet** - Au moins 662 Iraquiens ont été tués, pour la moitié d'entre eux des civils, et 1.457 autres blessés dans des attentats terroristes et des violences liées au conflit armé dans le pays au mois de juin, indiquent les derniers chiffres publiés par la Mission des Nations Unies en Iraq.

« Nous avons espéré une période de calme pendant le mois sacré de Ramadan, un mois de paix et de compassion, mais malheureusement, la violence continue de faire des ravages parmi les civils », a déploré le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Iraq, Jan Kubis, qui est également le chef de la Mission d'assistance des Nations unies en Iraq (MANUI).

M. Kubis a noté que les terroristes n'avaient cessé de prendre pour cible des marchés, des mosquées et des lieux de réunion, dans le but d'infliger le maximum de pertes parmi les civils, « au mépris total des valeurs de l'Islam ».

Suite à une chute du nombre de victimes constatée par la MANUI au mois de mai, cette augmentation en juin est en partie liée à l'offensive du gouvernement pour reprendre la ville de Falloujah à Daech, dans le gouvernorat d'Al-Anbar, a précisé la Mission.

Dans une déclaration publiée la veille, jeudi 30 juin, M. Kubis avait fermement condamné un attentat-suicide perpétré sur un marché populaire dans un quartier du sud-ouest de la capitale Bagdad, dans lequel un certain nombre de civils avaient été tués et blessés.

La veille, mercredi 29 juin, la MANUI avait aussi exprimé sa préoccupation au sujet de deux attaques à main armée, également à Bagdad, qui avaient causé un certain nombre de morts et de blessés.

## Deux agences de l'ONU s'associent pour protéger le patrimoine culturel grâce aux technologies géo-spatiales



Une image satellite de la NASA montre un vaste cône alluvial entre les chaînes de montagnes Kunlun et Altun, au sud du désert du Taklamakan en Chine. Photo : USGS / NASA

**1 juillet** - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ont annoncé avoir signé vendredi un accord pour protéger les sites du patrimoine culturel et naturel grâce aux dernières technologies géo-spatiales.

Dans un communiqué de presse, l'UNESCO a précisé que cet accord avait été signé lors de la session annuelle du Comité du patrimoine mondial à Bonn, en Allemagne. Il sera mis en œuvre par le Programme opérationnel pour les applications satellites d'UNITAR (UNOSAT).

« L'UNOSAT et l'UNESCO possèdent des compétences complémentaires pouvant considérablement mettre en valeur la capacité de l'UNESCO à protéger le patrimoine dans des situations d'urgence », a déclaré le Sous-Directeur général pour la culture de l'agence, Alfredo Pérez de Armiñán.

L'UNESCO a précisé que ce partenariat stratégique permettra aux deux agences de

travailler ensemble pendant les situations de conflit et à la suite de désastres naturels, en partageant leurs expertises respectives et en collaborant sur la prévention et le développement de capacités.

« L'imagerie par satellite est souvent la seule source d'information objective disponible pour les régions touchées par les conflits ou les désastres naturels », a indiqué l'UNESCO, ajoutant que cette technologie permet à la communauté internationale de comprendre la situation sur le terrain et de planifier des mesures d'urgence adéquates.

Les deux agences ont annoncé qu'elles pourraient également utiliser l'application de crowd-sourcing (« approvisionnement par la foule ») UN-ASIGN, déjà mise en œuvre avec succès suite au tremblement de terre au Népal, ainsi que des véhicules aériens sans pilote, autant à des fins générales d'enregistrement que pour l'évaluation détaillée des dommages aux bâtiments et aux infrastructures.

« Notre partenariat avec l'UNESCO représente un bon exemple de la manière dont les applications innovantes de l'imagerie par satellite et d'autres technologies géo-spatiales peuvent faire la différence dans le soutien des Nations Unies à ses Etats membres », a déclaré de son côté le Responsable d'UNOSAT, Dr Einar Bjorgo.

## Grèce : 15.500 demandeurs d'asile préenregistrés dans le cadre d'une initiative soutenue par le HCR



Le personnel du HCR aide des réfugiés et migrants à s'enregistrer à la station de police locale de l'île de Kos, en Grèce. Photo : HCR / S. Baltagiannis

**1 juillet** - Un exercice à grande échelle de pré-enregistrement des demandeurs d'asile en Grèce continentale, lancé le 8 juin dernier par le service grec de demande d'asile, permettra de répondre aux besoins de protection de 49.000 personnes dans le pays, a salué vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui soutient l'initiative.

« Jusqu'à présent, plus de 15.500 personnes résidant dans des structures ouvertes d'hébergement temporaire ont reçu des cartes de demandeurs d'asile, valable pour un an, ce qui leur permet de résider légalement en Grèce et d'avoir accès aux services, en attendant la finalisation de leur demande d'asile », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse à Genève, en Suisse.

« Cet exercice permettra d'identifier ceux qui peuvent prétendre au regroupement familial ou à la relocalisation dans un autre pays de l'UE [Union européenne] », a déclaré M. Spindler. « Il permettra également d'identifier les personnes ayant des besoins spécifiques, de sorte qu'ils pourront être appelés par les organisations appropriées et recevoir de l'aide et du soutien », a-t-il ajouté.

L'exercice de pré-enregistrement vise à répondre à la nécessité de donner une forme de protection internationale à environ 49.000 personnes actuellement en Grèce continentale, a précisé le porte-parole. Ouvert à ceux qui sont entrés en Grèce entre le 1er janvier 2015 et 20 mars 2016, cet exercice est soutenu financièrement par la Commission européenne et mis en œuvre avec l'aide du HCR et du Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA), a indiqué M. Spindler.

Il a précisé que le HCR a apporté son soutien à l'initiative en fournissant des conseils techniques de conception, planification et préparation, ainsi qu'en mettant à disposition des ressources matérielles.

« Le HCR soutient également l'identification des personnes ayant des besoins spécifiques et facilite leur accès à l'aide », a précisé le porte-parole, ajoutant

que parmi les 15.500 personnes préenregistrées à ce jour, environ 680 enfants non accompagnés et séparés ont été identifiés et pris en charge.

« A la fin de l'exercice, les personnes préenregistrées obtiendront un rendez-vous avec le service grec de demande d'asile afin de déposer leur demande et de bénéficier formellement du regroupement familial et de relocalisations », a souligné M. Spindler.